

"Ces derniers mois, les déclarations constructives et utiles faites par le Conseil national palestinien (CNP) et le président Arafat ont répondu aux préoccupations fondamentales du Canada quant à la position de l'OLP," a indiqué M. Clark. Le ministre a donné pour exemples l'acceptation, par le CNP, de la résolution 242 du Conseil de sécurité en tant que base d'une conférence de paix concernant le Moyen-Orient, sa condamnation de la violence contre les civils et la reconnaissance explicite de l'État d'Israël par le président Arafat.

Ces positions maintenant adoptées par l'OLP ouvrent de nouvelles perspectives quant à la possibilité d'un accommodement qui serait fondé sur le compromis territorial et sur la coexistence.

M. Clark a annoncé que l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Yves Fortier, rencontrera un représentant de la mission de l'OLP auprès des Nations Unies pour revoir les questions du Moyen-Orient traitées à l'ONU.